

## **TABLE DES MATIERES**

<b>AVANT-PROPOS</b>	2
<b>DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE AU LIBAN</b>	3
<b>1. RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LE LIBAN</b>	5
1.1. Rétrospective des relations entre l'Union Européenne et le Liban	5
1.2. Le Liban dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen	6
1.3. Etat de l'Accord d'Association entre l'Union Européenne et le Liban	9
<b>2. COOPERATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE AVEC LE LIBAN EN 2000</b>	10
2.1. Cadre général	10
2.2. Nouveaux dons engagés	10
2.3. Avancement des principaux projets en cours	14
<b>3. RESUME DES EVENEMENTS EN 2000</b>	28
3.1. Introduction aux activités de la Délégation	28
3.2. Calendrier des événements	29
3.3. Actions d'information de la Délégation	39
<b>ANNEXES</b>	
I. Projets en cours financés par la Commission Européenne au Liban	41
II. Adresse de la Délégation	51

## AVANT-PROPOS

Nous sommes heureux de présenter le Rapport Annuel de la Délégation de la Commission Européenne au Liban pour l'an 2000. Ce Rapport contient des informations sur les relations entre l'Union Européenne et le Liban et sur les activités de la Délégation en 2000.

Les relations de l'Europe avec le Liban évoluent actuellement dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen établi par la Déclaration de Barcelone en 1995. Pour souligner ce Partenariat, le Conseil Européen a approuvé, en 2000, une Stratégie commune pour la région méditerranéenne. Cette stratégie orientera les politiques et les activités de l'Union en vue de renforcer le Partenariat Euro-Méditerranéen. La quatrième réunion annuelle des Ministres euro-méditerranéens des Affaires étrangères, tenue en novembre à Marseille, cinq ans après le lancement du Processus de Barcelone, a démontré la volonté des Partenaires de donner un nouvel élan à la réalisation des objectifs de la Déclaration de Barcelone. En vue de reconfirmer son engagement financier envers la Méditerranée, l'Union Européenne a annoncé l'octroi d'un budget de €5,35 milliards en dons pour la deuxième phase du programme MEDA (2001-2006).

L'année 2000 a été marquée, au Liban, par un événement important: le retrait d'Israël du Liban-Sud en mai. L'Union Européenne s'est félicitée du retrait israélien et a annoncé qu'elle demeurait engagée à aider le Liban dans ses efforts visant à la réconciliation et à la réhabilitation. Consciente de l'urgence d'assister rapidement la population du Liban-Sud et de l'ampleur de l'effort que nécessite la réintégration de cette région dans le pays, la Commission Européenne a approuvé des projets dans les domaines humanitaire et de la réhabilitation pour un total de €10 millions sous forme de dons.

En 2000, les relations entre l'Union Européenne et le Liban se sont consolidées dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen. Plusieurs conventions de financement, approuvées en vertu du programme MEDA, ont été signées : la Facilité d'Ajustement Structurel (assistance budgétaire directe de € 50 millions), le Programme de Modernisation Industrielle (€11 millions) et le Fonds de Développement Economique et Social (€25 millions). En plus de ces projets importants, d'autres secteurs ont bénéficié des fonds de l'Union Européenne qui est le premier donateur au Liban, allouant environ 45% du total des dons depuis 1992.

L'importance du Liban dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen a aussi été soulignée par les visites de hauts représentants de l'Union Européenne. Ces visites ont réaffirmé l'engagement de l'Europe à jouer un rôle actif dans la reconstruction et le développement socio-économique du Liban ainsi que dans le Processus de Paix au Moyen-Orient.

Le Liban joue un rôle prépondérant dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen. C'est pour cela que nous nous félicitons de la décision du Gouvernement Libanais d'accélérer les négociations pour la conclusion d'un Accord d'Association entre l'Union Européenne et le Liban. Cet Accord donnera une nouvelle dimension à notre relation, non seulement en termes de commerce, mais également en termes de coopération politique, économique, sociale et culturelle.

Dimitris Kourkoulas  
Chef de Délégation

## **DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE AU LIBAN**

La Délégation de la Commission Européenne au Liban a été établie en 1979. Depuis cette date, la Commission Européenne a toujours été présente au Liban, même pendant les années les plus difficiles de la guerre qui a duré jusqu'en 1990. La Délégation n'a jamais fermé ses portes, démontrant ainsi sa confiance dans le redressement du pays et dans son peuple.

Le rôle principal de la Délégation consiste à représenter la Commission dans ses rapports avec le Gouvernement Libanais pour les questions relevant de la compétence de l'Union Européenne. La Délégation informe aussi le siège de la Commission à Bruxelles des développements au Liban.

La Délégation est l'une des 124 délégations, représentations et bureaux extérieurs de la Commission Européenne dans les pays non membres. Ces délégations représentent la Commission dans les pays d'accueil où elles accomplissent des missions diverses.

La Délégation joue un rôle primordial dans la promotion de l'objectif principal de la politique de l'Union Européenne au Liban, qui est la consolidation des leurs relations, notamment en :

- assistant le Liban dans ses efforts de reconstruction à travers des programmes de coopération ;
- participant activement à la préparation, l'organisation et la supervision de divers programmes et projets de coopération financés par les institutions de l'Union Européenne (Commission Européenne et Banque Européenne d'Investissement) en faveur du Liban. Ceci nécessite le maintien des contacts avec les autorités libanaises et les partenaires dans les projets d'une part, et la coordination de toutes les activités avec le siège de la Commission Européenne à Bruxelles d'autre part.

La Délégation joue également un rôle important dans les domaines suivants :

- Relations commerciales

La Commission Européenne est la principale institution de l'Union Européenne chargée de la politique commerciale commune de l'UE. Elle participe aux réunions de l'Organisation Mondiale du Commerce et à d'autres forums internationaux de commerce. La Délégation de la Commission Européenne joue ainsi un rôle important dans le cadre des relations commerciales de l'Union Européenne avec le pays d'accueil. Au Liban, ce rôle est particulièrement important puisque l'Union Européenne est le plus grand partenaire commercial et investisseur dans ce pays.

- Relations politiques

La Délégation est également responsable de communiquer les développements politiques au siège de la Commission Européenne à Bruxelles. Elle traite, avec les ambassades des Etats Membres à Beyrouth, toutes les questions relevant de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC). De plus, elle est chargée avec la Présidence de l'Union Européenne, de mettre en œuvre les mesures communes et d'informer le Parlement Européen de tous les sujets en rapport avec la PESC.

- Presse et Information

Une des missions clefs de la Délégation consiste à expliquer le rôle croissant de l'Union Européenne aux décideurs et aux faiseurs d'opinion. La dissémination de l'information n'implique pas uniquement la mise en évidence d'activités spécifiques telles que la contribution de l'Union Européenne aux programmes de coopération économique et de développement (par exemple Partenariat Euro-Méditerranéen). Elle implique aussi l'explication du rôle de l'Union Européenne dans les affaires mondiales.

- Rôle de Représentation

La Délégation joue un rôle de représentation auprès du gouvernement d'accueil. Elle organise les visites de Commissaires et d'autres officiels de la Commission Européenne. Elle offre également son assistance dans l'organisation des visites de la Présidence et de membres d'autres institutions de l'UE, notamment le Parlement Européen.

## **1. RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LE LIBAN**

### **1.1 Rétrospective des relations entre l'Union Européenne et le Liban**

L'histoire des relations politiques et socio-économiques entre le Liban et l'Europe est très longue et ancienne. Les liens institutionnels entre le Liban et la Communauté Européenne ont été établis à travers la signature d'un Accord de Coopération par le Gouvernement Libanais et la Communauté Economique Européenne le 3 Mai 1977. Cet Accord a donné au Liban une base légale qui lui a permis de bénéficier de Protocoles de coopération technique et financière conclus avec la Communauté Européenne. La durée de l'Accord de Coopération est illimitée et celui-ci a été mis en œuvre par des protocoles financiers négociés tous les cinq ans. Quatre protocoles financiers ont été signés entre 1977 et 1992.

Dès son établissement en 1979, la Délégation de la Commission Européenne a géré au Liban plusieurs programmes et projets financés par l'Union Européenne.

A la fin de la guerre en 1990, la coopération entre l'Europe et le Liban a été remarquablement renforcée en réponse aux grands besoins du Gouvernement Libanais. Cette coopération s'est particulièrement centrée sur le redressement économique et institutionnel du pays et sur l'allègement des problèmes sociaux découlant de la guerre. Par conséquent, les principaux projets financés par la Commission Européenne depuis 1990 sont des projets d'assistance technique à l'Administration Libanaise, d'évaluation des dommages de guerre, de réhabilitation des écoles publiques, etc.

L'établissement du Partenariat Euro-Méditerranéen en novembre 1995 a donné un nouvel élan à la coopération entre le Liban et l'Union Européenne. D'un point de vue strictement financier, les fonds alloués par l'Union Européenne au Liban ont considérablement augmenté.

Depuis l'introduction du Partenariat Euro-Méditerranéen visant à l'instauration d'une zone de prospérité partagée - notamment à travers un Partenariat économique et financier - et à l'établissement progressif d'une zone de libre-échange, l'Europe est devenue beaucoup plus intéressée à soutenir la transition économique du Liban en vue de son intégration dans la zone de libre échange. Par conséquent, les principaux projets consentis par l'Union Européenne et le Gouvernement Libanais sont centrés sur la réhabilitation de l'Administration Libanaise, la planification de l'investissement public, la modernisation industrielle, l'ajustement structurel et le développement socio-économique.

L'Europe a toujours soutenu le Liban, même dans ses moments les plus difficiles. L'Union Européenne était la première à parier sur le redressement du Liban et à participer au financement de sa reconstruction. En termes d'aide par habitant, le Liban est parmi les premiers bénéficiaires de l'assistance de l'Union Européenne aux Partenaires Méditerranéens. Depuis la signature de l'Accord de Coopération Economique et Financière par le Liban et la Communauté Economique Européenne en 1977, le Liban a bénéficié de €911 millions environ (€579 millions de prêts accordés principalement par la Banque Européenne d'Investissement et € 332 millions de dons alloués par la Commission Européenne).

Les prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement ont été essentiellement utilisés pour soutenir la réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau et le traitement des eaux usées et des systèmes d'égouts, la réhabilitation des réseaux de distribution

d'électricité, la réhabilitation et l'extension du Port Commercial de Beyrouth, de l'Aéroport International de Beyrouth et du Centre de Sécurité d'Aviation Civile.

Sur le plan politique, l'Union Européenne a toujours affirmé son attachement à la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Liban, et appelé à l'application de la résolution 425 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. L'Union Européenne s'est félicitée du retrait israélien du Liban-Sud au Conseil Européen tenu à Feira (Portugal) les 19 et 20 juin 2000. Elle demeure résolue à aider le Liban dans les efforts qu'il entreprend pour la réconciliation et la réhabilitation. L'Envoyé Spécial de l'Union Européenne pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, l'Ambassadeur Miguel Angel Moratinos, effectue des visites régulières au Liban afin de discuter avec les officiels libanais des perspectives de paix.

## **1.2. Le Liban dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen**

Les relations entre l'Union Européenne et le Liban se situent actuellement dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen.

Le Partenariat Euro-Méditerranéen a été instauré à la Conférence euro-méditerranéenne des Ministres des Affaires étrangères des 15 Etats Membres de l'Union Européenne et de 12 Pays Partenaires (Algérie, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité palestinienne) du Sud de la Méditerranée, tenue à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995. Cette ambitieuse initiative, qui constitue un cadre élargi de relations politiques, économiques et sociales entre les 27 Partenaires, restera dans l'histoire comme la première tentative de création de liens durables et solidaires entre les riverains de la Méditerranée.

Le Partenariat Euro-Méditerranéen, qui a posé les fondations d'un nouvel ensemble régional et marqué un tournant dans les relations euro-méditerranéennes, est une ambition nécessaire. Nécessaire à l'Union Européenne qui ne saurait maintenir sa prospérité et poursuivre son intégration sans la stabilité et la prospérité de ses voisins immédiats. Nécessaire aussi aux Partenaires Méditerranéens qui attendent de l'Union non seulement l'accès au marché, l'investissement et les transferts de savoir-faire, mais aussi une meilleure compréhension sur le plan culturel, civilisationnel et humain.

Ayant mis en place une base commune pour engager un processus de coopération globale, les 27 Partenaires Euro-Méditerranéens, qui ont souscrit à la Déclaration de Barcelone, ont ouvert la voie à une dynamique de dialogue et de coopération régionale. Dans la Déclaration de Barcelone, les Partenaires ont établi les trois grands objectifs du Partenariat:

1. La définition d'un espace commun de paix et de stabilité par le renforcement du dialogue politique et de sécurité (Volet politique et de sécurité);
2. La construction d'une zone de prospérité partagée au moyen d'un Partenariat économique et financier et l'instauration progressive d'une zone de libre-échange (Volet économique et financier);
3. Le rapprochement entre les peuples au moyen d'un Partenariat social, culturel et humain qui vise à favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles (Volet social, culturel et humain).

Le Partenariat Euro-Méditerranéen comprend deux cadres complémentaires, le bilatéral et le régional.

Au plan bilatéral, l'Union négocie un Accord Euro-Méditerranéen d'Association avec chaque Partenaire Méditerranéen. Cet Accord reprend l'ensemble des principes généraux qui régissent les nouvelles relations euro-méditerranéennes, même s'il reflète les caractéristiques spécifiques des relations entre l'UE et chaque Partenaire Méditerranéen. En général, les Accords d'Association prévoient un dialogue politique qui porte sur tous les sujets d'intérêt commun, notamment la paix, la sécurité et le développement régional. Ils prévoient également une coopération économique qui couvre tous les domaines de la politique macro-économique, une instauration progressive d'une zone de libre-échange, comme instrument de renforcement de la compétitivité, et un soutien financier et technique substantiel à des programmes de transition économique. Dans le domaine social, les Accords d'Association précisent les actions ayant un caractère prioritaire, comme par exemple, la promotion du rôle de la femme. La coopération culturelle a pour objectif d'arriver à une meilleure compréhension des cultures respectives. Conclues pour une durée illimitée, ces Accords d'Association remplacent les Accords de Coopération signés dans les années 1970.

Au plan régional, le dialogue régional constitue l'un des aspects les plus novateurs du Partenariat, portant à la fois sur les domaines politique, économique et culturel (coopération régionale). La dimension multilatérale appuie et complète les actions et les dialogues bilatéraux prenant place dans le cadre des Accords d'Association.

Le Programme MEDA est le principal instrument financier de l'Union Européenne pour la mise en œuvre du Partenariat Euro-Méditerranéen. Pour la période 1996-1999, il a représenté plus de € 3,43 milliards des € 4,68 milliards des ressources budgétaires affectées à la coopération financière entre l'Union Européenne et ses Partenaires Méditerranéens et prévues dans la Déclaration de Barcelone. Le Conseil Européen, qui s'est réuni à Nice en décembre 2000, a approuvé le nouveau budget MEDA pour la période 2000-2006 qui s'élève à €5,35 milliards. Ces subventions sont accompagnées de prêts substantiels de la Banque Européenne d'Investissement. Environ 90% des ressources affectées à MEDA sont acheminés de façon bilatérale vers les Partenaires. Les 10% restants sont consacrés aux activités régionales.

- **Assistance de l'Union Européenne au Liban dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen**

Depuis la conclusion du Partenariat Euro-Méditerranéen en novembre 1995, l'assistance financière de l'Union Européenne au Liban a plus que doublé, en comparaison avec les dix années précédant l'établissement de ce Partenariat, quand les protocoles financiers régissaient encore l'assistance de la Communauté Européenne au Liban.

Ainsi, le Liban a bénéficié de €166 millions en dons de la Commission Européenne et de €200 millions en prêts de la Banque Européenne d'Investissement dans la première phase du Programme MEDA (1996-1999). Les principaux objectifs de l'assistance de l'UE consistent à aider au redressement institutionnel et économique du Liban après la guerre. L'assistance financière de l'UE dans le cadre du Programme MEDA est basée sur les priorités suivantes :

- Appui à la transition économique, en particulier au secteur privé et au programme de reconstruction
- Renforcement de l'équilibre socio-économique, en particulier, la capacité de gestion administrative et autres actions à caractère social (actions en faveur de la réintégration des déplacés et des groupes défavorisés, la lutte contre la drogue, la formation professionnelle, etc).

Dans ce cadre-là, les projets financés par l'UE sont :

- L' «Assistance à la Réhabilitation de l'Administration Libanaise (ARAL)» pour renforcer la capacité institutionnelle et opérationnelle des ministères et des agences de l'Etat (€38 millions).
- Le «Programme de Planification de l'Investissement (IPP)» pour fournir un appui en gestion aux institutions de l'Etat, chargées des infrastructures et des services tels que l'énergie, l'eau, les transports, les déchets, l'environnement et l'industrie (€21 millions). Le montant total alloué par l'UE à ce projet s'élève à €25 millions, dont €4 millions sur les protocoles.
- Le «Programme de Modernisation Industrielle (PMI)» pour soutenir l'industrie manufacturière privée au niveau des PME (Petites et Moyennes Entreprises) afin qu'elles puissent accroître leur compétitivité sur les marchés local et de l'exportation (€11 millions).
- Des bonifications d'intérêts sur les prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement aux projets d'environnement (€21 millions).
- La «Facilité d'Ajustement Structurel (FAS)» pour soutenir la transition économique au Liban (€50 millions).
- Le «Fonds de Développement Economique et Social (FDES)» pour améliorer les besoins en développement social des communautés les plus vulnérables au Liban qui seront affectées par le processus de transition économique. Ce Fonds fournit des micro-crédits et une assistance aux ONG, municipalités et autres agences concernées par le bien-être social rural et urbain et par les besoins économiques (€25 millions).

En plus de ces fonds, le Liban a aussi bénéficié, pendant la période 1996-2000, d'environ € 34 millions en dons pour des actions spécifiques, en particulier la réintégration des déplacés, la lutte contre la drogue ou la formation professionnelle des jeunes et des chômeurs, la réhabilitation des services publics pour la protection de l'environnement et de nombreux programmes visant au développement durable du pays.

Le Liban a également bénéficié de €2,4 millions en dons pour la mise en œuvre de projets dans le cadre du Programme MEDA Démocratie. Ce programme contribue à l'application des principes de la Déclaration de Barcelone sur le Partenariat Euro-Méditerranéen, particulièrement dans son volet politique (appui au processus démocratique, à l'état de droit, aux droits civils et socio-économiques et à la protection des groupes vulnérables).

Le Liban a aussi bénéficié de programmes de coopération régionale dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen. Ces programmes visent principalement à harmoniser les



politiques sectorielles des Pays Méditerranéens avec celles des Etats Membres de l'Union Européenne.

### **1.3. Etat de l'Accord d'Association entre l'Union Européenne et le Liban**

Les autorités libanaises ont exprimé leur volonté d'ouvrir des négociations pour un Accord d'Association qui traduira le caractère global de la relation entre le Liban et l'Union Européenne.

Les négociations pour l'Accord d'Association entre l'UE et le Liban ont débuté en novembre 1995. En 2000, une session de négociations a eu lieu à Beyrouth le 5 octobre. M. Peter Zangl, Directeur pour la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Direction générale des Relations extérieures à la Commission Européenne, a présidé la délégation européenne.

Les discussions euro-libanaises ont permis aux deux parties de passer en revue les progrès déjà réalisés, d'identifier les questions qui restent à résoudre et de définir un plan de travail. En ce qui concerne les aspects commerciaux, la discussion a porté sur le démantèlement tarifaire, les règles d'origine, le commerce agricole, les produits industriels, le droit d'établissement, la concurrence et la propriété intellectuelle. Une évolution significative de la législation économique libanaise a été relevée ces deux dernières années : réforme financière y compris une loi sur la privatisation et un projet de loi sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la loi sur la propriété intellectuelle et les brevets d'invention.

La partie libanaise a également mis en relief les actions que le Liban a réalisées, notamment la libéralisation de son commerce avec les pays arabes et les préparatifs en vue de son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce. Le Ministre de l'Economie, Dr Nasser Saidi, qui présidait la délégation libanaise, a précisé qu'il fallait dépasser les obstacles qui continuent à entraver la signature de l'Accord d'Association en effectuant les réformes nécessaires : introduction de la TVA, réhabilitation des secteurs industriel et agricole pour les rendre plus compétitifs, et soutien aux capacités institutionnelles du secteur public afin de renforcer ses pouvoirs de gestion des dossiers du Partenariat.

La session suivante de négociations a été fixée pour le mois de février 2001 à Bruxelles. Entre-temps, le nouveau Gouvernement de M. Hariri a pris d'importantes mesures - privatisation, libéralisation du commerce, etc. - qui ouvriront la voie vers une conclusion effective de l'Accord d'Association dans le futur proche.

## 2. COOPERATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE AVEC LE LIBAN EN 2000

### 2.1. Cadre général

L'année 2000 a été très importante pour la coopération entre l'Union Européenne et le Liban, notamment après le lancement des derniers programmes MEDA I (première phase du principal instrument financier euro-méditerranéen) pour un total de €86 millions sous forme de dons. Ces programmes assureront une plus grande assistance au Liban dans des domaines importants tels que la modernisation des petites et moyennes entreprises, la réforme des finances publiques et le développement socio-économique.

Deux projets ont également été approuvés dans le cadre du Programme MEDA Démocratie.

Après le retrait de l'armée israélienne du Liban-Sud, la Commission Européenne a approuvé des projets dans les domaines de l'assistance humanitaire et de la réhabilitation, qui seront mis en oeuvre par des organisations non-gouvernementales libanaises et européennes dans la zone ex-occupée. Ces projets répondent aux besoins les plus pressants de la population du Liban-Sud dans divers domaines tels que les soins médicaux, la réhabilitation des habitats, l'assistance aux ex-détenus et le redressement économique.

En outre, la Commission Européenne a approuvé plusieurs dons pour des actions complétant les projets en cours dans les secteurs de l'environnement, de la gestion côtière, de la recherche sur la gestion de l'eau, du développement rural et de la culture.

### 2.2. Nouveaux dons engagés

#### Programme MEDA

**Facilité d'Ajustement Structurel (€ 50 millions) :** Faciliter et accélérer une réforme en profondeur des finances publiques et contribuer à soutenir le plan de réforme économique du Gouvernement Libanais. Ceci sera réalisé à travers une assistance directe au budget libanais pour faciliter l'adoption de mesures fiscales, accélérer les privatisations et affecter leurs recettes à la réduction du volume de la dette. Le premier paiement de €30 millions a été effectué en août 2000.

**Programme de Modernisation Industrielle (€ 11 millions) :** Renforcer la capacité de croissance et la compétitivité de l'industrie libanaise, en particulier des petites et moyennes entreprises, par voie d'une assistance technique à long terme et d'une assistance à court terme hautement spécialisée en vue de contribuer à la reprise économique et à la croissance du pays et d'appuyer la modernisation de son industrie privée. En 2000, la convention de financement a été signée, les termes de référence pour l'Unité de Gestion du Programme ont été établis et le contrat a été publié dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

**Fonds de Développement Economique et Social (€ 25 millions) :** Améliorer la situation économique et sociale des catégories défavorisées et à faible revenu de la population libanaise en créant de nouvelles possibilités de développement économique et d'emploi, et en améliorant l'accès de la population aux services de base. Le programme est une réponse directe aux requêtes des bénéficiaires finaux et aidera, par conséquent, les plus

affectés par le processus d'ajustement économique en cours. La convention de financement a été signée en 2000.

### **Programme MEDA Démocratie**

**Programme de renforcement des ONG nationales des droits de l'homme dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée – Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie et Autorité Palestinienne (€ 785.600. Liban : € 130.000) :** Développer, par des activités de formation, des relations constructives entre les organisations de promotion des droits de l'homme et les autorités locales et renforcer les synergies entre les diverses organisations locales.

**Sensibilisation, information et formation dans le domaine pénal et pénitentiaire dans trois pays arabes : Maroc, Liban, Jordanie (€ 400.000. Liban : € 130.000) :** Appuyer et renforcer les processus de réforme entrepris sur le plan national dans les pays concernés, par le moyen de réflexions et d'actions fortes et dynamiques dans le cadre des affaires pénales et pénitentiaires.

### **Programme d'action prioritaire à court et à moyen termes dans le domaine de l'environnement (SMAP)**

**Gestion intégrée de la côte s'étendant de Jbeil à Lattakieh (€ 1.400.000 – Liban : € 700.000) :** Ce projet finance le traitement des eaux usées, la collecte des déchets solides, la planification de la zone industrielle et le développement des ressources touristiques dans deux points différents de la zone côtière s'étendant de Jbeil au Liban à Lattakieh en Syrie. Ce projet a été approuvé en novembre 2000 et son exécution débutera en 2001. Il s'agit du premier projet approuvé au Liban dans le cadre du programme SMAP.

### **Assistance humanitaire de l'Office d'Aide Humanitaire (ECHO)**

**Mise en œuvre de deux stations d'ambulance gérées par la Croix-Rouge Libanaise dans les régions de Machghara et Baskinta (€ 220.000 – Paiements en 2000 : € 110.000) :** Fourniture de deux ambulances équipées et de matériel de communication et de logistique à la Croix-Rouge Libanaise dans la région de la Békaa-Ouest en bordure de l'ex-zone de conflit au Liban-Sud.

**Soutien psychosocial aux populations affectées par le conflit dans les cas de Nabatieh et Jezzine, et formation du personnel médical pour l'intervention d'urgence en zone de conflit (€ 200.000 – Paiements en 2000 : € 200.00) :** Soutien psychosocial aux populations victimes du conflit dans les villages de Nabatieh et Jezzine et formation du personnel médical pour l'intervention d'urgence.

**Appui à la réhabilitation des agriculteurs au Liban-Sud (€ 290.000. Paiements en 2000 : € 290.000) :** Soutenir les agriculteurs dans la zone ex-occupée, protéger les cultures et réhabiliter les habitats et les sources d'eau.

**Assistance à la Fondation Imam al Sadr (€ 240.000 – Paiements en 2000 : € 240.000) :** Soutenir les victimes du conflit (veuves et orphelins) à travers le réseau de centres de soins de la Fondation Imam al Sadr ; fournir de la nourriture, des médicaments, des équipements médicaux de base, et des équipements pour handicapés ; équiper des ambulances.

**Assistance médicale et pharmaceutique dans la zone d'opération de la FINUL (€ 260.000. Paiements en 2000 : € 208.000) :** Améliorer les soins de santé en appuyant le réseau de centres de soins de santé de la FINUL, des Ministères de la Santé et des Affaires Sociales et de la Croix-Rouge Libanaise.

**Programme d'assistance au Liban-Sud (€ 485.000. Paiements en 2000: € 388.000) :** Fourniture de produits de premiers soins pendant trois mois à 1500 familles nécessiteuses à Marjeyoun, Hasbaya et Bint Jbeil.

**Centre de réhabilitation des ex-détenus et de leurs familles (€ 310.000. Paiements en 2000 : € 155.000) :** Appui psychologique et médical aux ex-détenus de la prison de Khiam et à leurs familles (3.000 incarcérés et 7.000 affectés par la détention d'un des membres de la famille) et équipement d'un centre de soins.

**Action humanitaire de déminage (€ 500.000. Paiements en 2000 : € 250.000) :** Formation, déploiement d'équipes de déminage et fourniture d'équipements appropriés afin d'augmenter la capacité existante d'action de déminage au Liban-Sud.

**Appui psychosocial aux enfants de 3-12 ans au Liban-Sud (€ 195.000. Paiements en 2000 : € 97.500) :** Appui psychologique aux enfants par l'organisation d'activités préscolaires et parascolaires ; réhabilitation et équipement de 8 centres d'accueil, formation du personnel et des cadres administratifs ; animation et rencontres inter-villages.

**Assistance d'urgence aux réfugiés palestiniens les plus vulnérables au Liban-Sud (€ 360.000. Paiements en 2000: € 180.000) :** Soutenir les handicapés physiques et mentaux les plus vulnérables dans 9 communautés au sud de Saïda et dans 3 camps de réfugiés à Tyr (El Bas, Rachidieh et Burj el Chémali).

**Assistance humanitaire d'urgence pour des services hospitaliers durables aux réfugiés palestiniens au Liban (€ 640.000. Paiements en 2000: € 512.000) :** Couvrir les frais d'hospitalisation de 350.000 réfugiés palestiniens envoyés par l'UNRWA aux hôpitaux et cliniques privés de la Société du Croissant Rouge Palestinien.

**Assister les services médicaux et renforcer la capacité de gestion des institutions de santé de la Société du Croissant Rouge Palestinien au service des réfugiés palestiniens vivant dans les camps en territoire libanais (€ 345.000. Paiements in 2000: € 276.000):** Fournir des services de santé continus aux réfugiés palestiniens ainsi que des produits médicaux et de base ; améliorer les services médicaux en général.

**Réhabilitation des camps de réfugiés palestiniens en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et en Jordanie (€ 720.000. Liban: € 180.000) :** Réhabiliter les habitats les plus endommagés occupés par des personnes en difficulté (réhabilitation urgente de 300 abris).

### **Réhabilitation et Reconstruction**

**Réhabilitation au Liban-Sud : restauration de logements et micro-crédits (€ 1.511.300) :** Faciliter la réinsertion des familles au Liban-Sud à travers un plan de micro-crédits. Les micro-crédits seront utilisés pour réhabiliter les logements et les services de base dans la zone ex-occupée au Liban-Sud.

**Réhabilitation économique et sociale au Liban-Sud (€ 1.812.388) :** Assurer une formation technique et agricole ; appuyer des initiatives individuelles en fournissant des kits professionnels et en facilitant l'accès aux micro-crédits ; soutenir des projets communautaires.

**Réhabilitation agricole du Liban-Sud (€ 1.990.420) :** Créer trois centres de services agricoles opérationnels dans les casas de Marjeyoun, Hasbaya et Bint Jbeil ; fournir une assistance technique au Ministère de l'Agriculture, une formation et une pépinière à Rmeich ; établir un service d'analyse agricole à l'école d'agriculture relevant du Ministère à Khiam ; réhabiliter 30 hectares de terrains des municipalités.

**Renforcement du potentiel et appui aux ex-prisonniers et à leurs familles au Liban-Sud (€ 1.942.886) :** Faciliter la réintégration des ex-prisonniers et de leurs familles par la création d'un réseau d'agences et d'organisations non gouvernementales pour l'orientation ; promouvoir les programmes d'éducation, de formation et d'emploi et appuyer les processus de renforcement du potentiel à travers des organisations non gouvernementales et autres agences.

**Génération de revenus et solidarité sociale dans quatre camps palestiniens au Liban (€ 1.928.640) :** Améliorer les conditions sociales et économiques des Palestiniens des camps ainsi que les relations humaines et économiques entre les Libanais et les Palestiniens ; améliorer les capacités de gestion de la Ligue des Femmes Arabes Palestiniennes.

#### **Programme de coopération internationale - Recherche et Développement (INCO-RTD)**

**Renforcer la capacité du laboratoire d'analyse à l'Office des Eaux de Beyrouth (€ 59.000) :** Améliorer le laboratoire d'analyse de la qualité de l'eau à l'Office des Eaux de Beyrouth afin d'améliorer les conditions de santé de la population de Beyrouth.

#### **Initiatives culturelles**

Le **Festival du Cinéma européen a eu lieu pour la septième année (€ 40.000)**. Organisé du 9 au 19 novembre par la Délégation de la Commission Européenne en collaboration avec les Ambassades et les Centres culturels des Etats Membres de l'Union Européenne, l'événement avait pour objectif de présenter les productions récentes du cinéma européen et euro-méditerranéen et d'améliorer la compréhension mutuelle par la promotion des échanges culturels entre l'Europe et le Liban. Dans le cadre du Festival du Cinéma européen, une importante rencontre internationale a été organisée sur le thème "Quel avenir pour les co-productions euro-méditerranéennes". La rencontre, à laquelle ont participé des producteurs, des metteurs en scène et des distributeurs d'Europe et du Moyen-Orient ainsi que des représentants de fonds de soutien européens, visait à étudier les possibilités de conclure des accords de co-production et à identifier des instruments plus efficaces pour soutenir les co-productions. Le nouveau mécanisme de l'UE de soutien aux pré-productions, MEDEA, a été présenté au cours de cette rencontre.

**Appui au quatrième Festival Ayloul « Rencontres 2000 » (€ 30.000)** organisé par l'Association Libanaise pour l'Art Contemporain du 1-5 septembre. Il s'agit d'un festival artistique pluridisciplinaire (théâtre, danse, vidéo, soirées poétiques et musique) qui

produit et présente les activités de jeunes artistes libanais, arabes et européens qui se sont rencontrés sur le thème « Construire le quotidien dans l'art ».

**Appui à la production de « Miniatures » de l'écrivain Saadallah Wannous (€ 30.000) :** Mme Nidal el Achkar, qui a collaboré avec des artistes euro-méditerranéens, a mis en scène la pièce. Cette expérience visait à réaliser un travail enrichissant en partageant les expressions culturelles des deux rives de la Méditerranée. La première a eu lieu le 19 décembre.

**TOTAL DES ENGAGEMENTS EN 2000 : € 100.529.634**

### **2.3. Avancement des principaux projets en cours**

Plus de 100 projets financés par l'UE sont actuellement en cours d'exécution au Liban. Il est impossible, dans ce bref rapport, de donner des détails sur le progrès de chacun d'eux. Ce chapitre résumera par conséquent les projets en cours les plus importants, leur avancement et les développements en 2000 (un résumé des différents projets est disponible à l'annexe I de ce rapport). Les nouveaux dons approuvés en 2000 ne figurent pas dans cette section (pour plus d'informations sur ces dons, se référer à la section 2.2).

#### **Renforcement Institutionnel**

##### **Assistance à la Réhabilitation de l'Administration Libanaise**

- *Budget* : € 38.000.000
- *Paiements en 2000* : € 1.912.221
- *Bénéficiaires* : Bureau du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative (OMSAR), administration publique centrale et locale
- *Secteur* : Appui à l'Administration libanaise
- *Objectifs* : Contribuer à la réhabilitation et à la modernisation des capacités de gestion de l'administration publique aux niveaux central et local en fournissant une assistance technique à certaines institutions.
- *Développements en 2000* : Les plans opérationnels ont été établis pour le Conseil de la Fonction Publique, l'Administration Centrale de la Statistique, l'Inspection Centrale et la Cour des Comptes. La première action à court terme du programme a également été lancée: un ensemble d'actions immédiates en appui au Ministère du Transport dans ses efforts visant à certifier les marins et les navires conformément aux conventions de l'Organisation Maritime Internationale.

##### **Assistance Technique à l'Administration Libanaise**

- *Budget* : € 30.000.000
- *Paiements en 2000* : € 1.353.780
- *Bénéficiaires* : Administration publique centrale et locale
- *Secteur* : Appui à l'Administration libanaise
- *Objectifs* : Assistance à la réforme et à la réhabilitation de l'Administration libanaise aux niveaux central et local.
- *Développements en 2000* : Le projet est achevé.

### **Planification Agricole et Préparation de Politiques (Evaluation des dommages de guerre III)**

- *Budget* : € 1.500.000
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaire* : Ministère de l'Agriculture
- *Secteur* : Agriculture
- *Objectifs* : Ce programme appelle à la préparation d'un Plan Directeur Agricole qui sera intégré dans le Plan National de Développement. Le Plan créera des systèmes informatiques et des bases de données, identifiera et formulera des programmes relatifs à des secteurs importants et renforcera la capacité institutionnelle du Ministère de l'Agriculture et d'autres institutions dans le cadre de la planification agricole et de la préparation de politiques.
- *Développements en 2000* : Le projet a été lancé en 2000. La validité de la convention de financement a été prorogée jusqu'au 30 décembre 2000 et les termes de référence ont été mis à jour.

### **Programme de Planification de l'Investissement**

- *Budget* : € 25.000.000
- *Paiements en 2000* : € 798.470
- *Bénéficiaire* : Conseil du Développement et de la Reconstruction
- *Secteurs* : Investissement public et planification
- *Objectifs* : Promouvoir la capacité de gestion et de planification des autorités publiques chargées de la réhabilitation et de la modernisation de l'infrastructure publique (routes, eau, énergie, déchets solides et environnement). Soutenir les fonctions de planification du CDR y compris la planification de la privatisation et la concession des infrastructures publiques.
- *Développements en 2000* : L'Unité de Consultants auprès du CDR a été établie. Les termes de référence de plusieurs autres secteurs ont été rédigés. La préparation, l'approbation et l'évaluation des documents d'adjudication de la composante « travaux publics » ont également été complétées.

### **Station de traitement des eaux usées à Tripoli**

- *Budget* : € 20.785.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaire* : Gouvernement Libanais
- *Secteur* : Environnement
- *Objectifs* : Accorder une bonification d'intérêts sur les prêts de la BEI à des projets d'environnement.

### **Développement du Secteur Privé**

#### **Crédit global des capitaux à risque pour Lebanon Invest**

- *Budget* : € 2.000.000
- *Paiements en 2000* : € 600.000
- *Bénéficiaire* : Lebanon Invest
- *Secteur* : Développement du secteur privé
- *Objectifs* : Fournir des fonds à Lebanon Invest pour permettre la participation d'actionnaires et aider à financer de petits et moyens projets industriels.

- *Développements en 2000* : Le directeur du Crédit global des capitaux à risques a indiqué qu'une prise de participation a eu lieu dans 5 compagnies et que le programme est profitable.

#### **Centre Européen de Correspondance et d'Information**

- *Budget* : € 175.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaire* : Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth
- *Secteur* : Développement du secteur privé
- *Objectifs* : L'objectif principal du centre établi à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth consiste à fournir aux entreprises libanaises des informations sur le marché de l'Union Européenne et sur les entreprises européennes qui pourraient intéresser le marché libanais.
- *Développements en 2000* : Le centre sera intégré dans le système de guichet unique créé dans le cadre du Programme de Modernisation Industrielle en vue de soutenir les entrepreneurs libanais pour accéder aux marchés extérieurs, aux crédits à long terme, à la technologie, aux possibilités de formation et aux partenaires et entrepreneurs européens intéressés.

#### **Redressement économique et Réhabilitation**

##### **Réhabilitation des écoles publiques primaires et secondaires**

- *Budget* : € 11.597.722
- *Paiements en 2000* : € 2.346.217
- *Bénéficiaire* : Conseil du Développement et de la Reconstruction
- *Secteur* : Réhabilitation de l'infrastructure
- *Objectifs* : Aider le Liban à reconstruire les écoles publiques endommagées durant la guerre.
- *Développements en 2000* : Les travaux ont considérablement avancé et 5 écoles ont été réhabilitées et inaugurées (Abra, El Kaa, Khiam, Kornayel, Younine).

##### **Réhabilitation socio-économique des déplacés**

- *Budget* : € 3.457.000
- *Paiements en 2000* : € 365.000
- *Bénéficiaire* : Institut Libanais de Développement Economique et Social (ILDES)
- *Objectifs* : Accorder des micro-crédits pour permettre aux déplacés de reprendre une activité économique ; construire un centre pour l'emballage, la réfrigération et la vente de fruits et de légumes ; aider à la reconstruction des maisons des familles à faible revenu.
- *Développements en 2000* : La réhabilitation des maisons et la reprise de l'activité économique sont en cours grâce à l'achèvement du schéma de micro-crédits. Les activités ont été étendues au mohafazat de Nabatieh et à d'autres régions du Liban-Sud.

##### **Soutien au retour des déplacés à la région du Chouf**

- *Budget* : € 1.499.760
- *Paiements en 2000* : € 1.199.808



- *Bénéficiaires* : Caritas Autriche/Caritas Liban
- *Objectifs* : Mettre en œuvre des programmes de développement rural intégré et de reconstruction pour faciliter le retour des déplacés dans 8 villages du Chouf ; réhabiliter une école de bienfaisance à Mtolleh ; accorder des prêts à taux bonifiés à des activités génératrices de faibles revenus et soutenir les activités des jeunes.
- *Développements en 2000* : Plus de 100 familles ont obtenu des crédits pour la réhabilitation de leurs maisons et plusieurs micro-crédits ont été distribués à de petits entrepreneurs pour lancer de petites entreprises et promouvoir le développement rural. De plus, les travaux de construction de deux terrains de jeu, d'une librairie et d'une école ont commencé. Leur inauguration est prévue en septembre 2001.

#### **Soutien au retour des déplacés à la région de Jezzine**

- *Budget* : € 545.375
- *Paiements en 2000* : € 272.080
- *Bénéficiaires* : Istituto per la Cooperazione Universitaria-ICU (Italie)/Ordre de Malte (Liban)
- *Objectifs* : Assurer les conditions nécessaires pour encourager le retour des déplacés ; créer un centre à Jezzine pour fournir l'assistance technique, la formation et un débouché commercial aux fermiers de la région.
- *Développements en 2000* : La composante « assistance technique » du projet a été mise en œuvre avec succès et 27 sessions de formation ont été organisées. Ces sessions ont donné lieu à 310 interventions d'assistance technique au profit de 475 fermiers. En ce qui concerne le centre de services, 747 personnes ont bénéficié d'une location d'équipements d'agriculture et de la fabrication de produits. Au total, environ 60% des fermiers de la région ont bénéficié des activités offertes par le projet.

#### **Soutien au redressement économique des déplacés dans les secteurs agricole et agro-industriel (Phase II)**

- *Budget* : € 1.366.880
- *Paiements en 2000* : € 491.088
- *Bénéficiaires* : Istituto per la Cooperazione Universitaria (ICU)/Ministère des Déplacés
- *Objectifs* : Ce projet consolidera la première phase d'un programme mis en œuvre par la même ONG pour réhabiliter l'école agricole technique à Deir el Kamar et créer un centre de services agricoles de soutien y compris l'assistance technique, la formation et une ferme-pilote à Simi. Il mettra également en place un schéma de micro-crédits à l'intention des petites entreprises agricoles.
- *Développements en 2000* : 21 nouveaux projets agricoles ont été ajoutés aux 100 projets déjà existants qui bénéficient de crédits et de subventions, et 69 sessions de formation au cours desquelles des manuels et des fiches techniques propres au projet ont été distribués, ont été organisées dans les villages et la ferme pilote. D'autres activités réalisées en 2000: location des équipements de la ferme-pilote au prix coûtant, formation et démonstration sur de nouveaux équipements (pression d'olive, préparation de fromage, etc).

### **Programme de redressement économique au Liban-Sud**

- *Budget* : € 500.000
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaire* : Association d'Aide au Développement Rural-AADR (Liban)
- *Objectifs* : Mettre en place un fonds de micro-crédits (412 crédits pour une période de 3 ans) à Tyr pour aider les habitants, les déplacés et les Palestiniens naturalisés en vue d'augmenter les possibilités de travail - réduisant ainsi la migration vers Beyrouth - et de développer l'activité économique des femmes et de la région.
- *Développements en 2000* : 199 crédits ont été alloués pour un total de US\$ 239.000. Les micro-crédits varient entre US\$ 500 et 4.000 pour une période de 3 ans.

### **Santé et Services sociaux**

#### **Construction et équipement d'une maternité à Jdita**

- *Budget* : € 498.580
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaires* : Secours Populaire Français/Secours Populaire Libanais
- *Objectifs* : Offrir des services obstétricaux et gynécologiques dans une région défavorisée où le taux de natalité est élevé ; améliorer les conditions de santé des mères et des enfants ; développer le secteur de la santé préventive dans cette région en matière de services d'urgence, de radiologie et de laboratoire.
- *Développements en 2000* : Les travaux de construction de la maternité ont avancé rapidement et l'inauguration du centre est prévue en juin 2001.

#### **Médecine préventive et soins de santé à Mrouj**

- *Budget* : € 498.900
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaires* : Manos Unidas (Espagne)/Secours Populaire Libanais
- *Objectifs* : Développer des services de santé dans le casa du Haut-Metn pour les pauvres dans les domaines de soins de santé primaire et préventive ; assurer des services de clinique ainsi que des services d'urgence, de radiologie et de laboratoire et développer les compétences du personnel de santé.
- *Développements en 2000* : Le centre médical a été construit et sera inauguré en février 2001.

#### **Construction et équipement d'un centre de protection maternelle et infantile à Tyr**

- *Budget* : € 487.412
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaires* : Secours Populaire Français/Secours Populaire Libanais
- *Objectifs* : Développer des services de santé dans le casa de Tyr, notamment pour les femmes et les enfants ; et assurer des services d'urgence. Ce projet aboutira à la construction d'un hôpital bien équipé de taille moyenne.
- *Développements en 2000* : Les travaux de construction du centre ont bien avancé et le centre sera inauguré en été 2001.

**Centre médico-social de Kfarsaroun-El Koura au Liban-Nord**

- *Budget* : € 450.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Comité Grec pour la Solidarité Démocratique Internationale /Secours Populaire Libanais
- *Objectifs* : Créer un centre médico-social offrant un nombre de services à des prix abordables. Les principaux bénéficiaires de ce projet sont les fermiers et les petits propriétaires terriens vivant dans cette région qui manque de services publics de santé.
- *Développements en 2000* : Les travaux de construction sont achevés et le centre sera inauguré en été 2001.

**Centre de solidarité inter-générationnel à Furn el Chebbak**

- *Budget* : € 263.635
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Caritas Luxembourg/Caritas Liban
- *Objectifs* : Construction d'un centre, foyer de jour, pour personnes du troisième âge. Ce centre offrira des repas à domicile et des services médicaux et de base. Il abritera le service social du secteur de Caritas et assurera l'hébergement des étudiants associés aux activités du centre.
- *Développements en 2000* : La première pierre du centre a été posée au milieu de l'année 2000 et les travaux sont en cours d'exécution. Le centre sera inauguré en été 2001.

**Construction et équipement d'une maternité et d'un centre de soins médicaux pour les mères à Marjeyoun**

- *Budget* : € 499.260
- *Paiements en 2000* : € 124.815
- *Bénéficiaires* : Médecins du Monde (Grèce)/Secours Populaire Libanais
- *Objectifs* : Construire dans le casa de Marjeyoun une maternité et un centre de soins médicaux pour les mères offrant des services à des prix abordables.
- *Développements en 2000* : Le dossier d'adjudication pour la construction du centre a été préparé et l'appel d'offres sera lancé en 2001. Les travaux de construction devront commencer en été 2001.

**Programme de santé publique au Liban-Sud**

- *Budget* : € 500.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Humanitarian Aid Medical Development-HMD International (Irlande)/Hôpitaux de Tyr et de Tibnin (Liban)
- *Objectifs* : Ré-équiper des laboratoires et renforcer les services médicaux de l'hôpital de Tibnin ; fournir des équipements de laboratoire à l'hôpital de Tyr ; assurer une clinique mobile et améliorer le programme pédagogique du personnel infirmier.
- *Développements en 2000* : D'une part, dans le cadre du programme de la surveillance de la santé des enfants, 243 enfants ont été examinés dans 10 villages. D'autre part, les programmes de formation du personnel infirmier des hôpitaux et de

la communauté ont englobé des cours sur les principales compétences pratiques et les compétences de soins à domicile. De plus, ce projet a offert un programme d'alphabétisation des adultes.

#### **Programme de soutien aux activités préscolaires et parascolaires au Liban-Sud**

- *Budget* : € 352.880
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaires* : Enfants Réfugiés du Monde (France)/Secours Social/Union des Femmes Palestiniennes/Arab Resource Centre for Popular Arts/Comité National pour le Développement (Liban)
- *Objectifs* : Former le corps enseignant et équiper des centres de récréation pour les enfants âgés de 6 à 12 ans ; promouvoir les soins de santé préventive auprès des familles.
- *Développements en 2000* : Le projet est achevé. Les équipements ont été fournis à plusieurs centres, la formation du personnel enseignant a été achevée, et des activités préscolaires et parascolaires ont été organisées dans plusieurs camps palestiniens au Liban-Sud.

#### **Formation professionnelle pour les jeunes en difficulté**

- *Budget* : € 276.962
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (France)/Mouvement Social Libanais
- *Objectifs* : Assurer la formation des jeunes délinquants, notamment les pauvres et les analphabètes dans les zones rurales et les banlieues.
- *Développements en 2000* : Le projet est achevé. 1000 jeunes ont été formés durant une période de trois ans.

#### **Construction d'une école technique pour les femmes à Btouratij/El Koura**

- *Budget* : € 431.300
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Institut Européen pour la Coopération et le Développement (France)/Ligue des Mères de Tripoli (Liban)
- *Objectifs* : Créer une école de formation professionnelle pour femmes à Btouratij/El Koura (sud-est de Tripoli). Cette école donnera aux femmes défavorisées des compétences leur permettant d'accéder au marché du travail. L'école offrira des cours aux niveaux primaire, complémentaire et secondaire, ainsi que des sessions de formation aux adultes.
- *Développements en 2000* : L'école a été construite et inaugurée en 2000.

#### **Institut technique Al Kafaat – Facilités résidentielles**

- *Budget* : € 500.000
- *Paiements en 2000* : € 166.000
- *Bénéficiaires* : Bible Lands Society (UK)/Al Kafaat Trust (Liban)
- *Objectifs* : Construire des dortoirs afin de faciliter l'accès à l'Institut aux femmes résidant dans des régions lointaines.
- *Développements en 2000* : La construction des dortoirs est en cours et devra être achevée en 2001.

### **Formation professionnelle pour les jeunes Libanais**

- *Budget* : € 900.000
- *Paiements en 2000* : € 300.000
- *Bénéficiaires* : Jugend Dritte Welt (Allemagne)/Salésiens Don Bosco du Moyen-Orient (Italie)
- *Objectifs* : Construction d'un centre de formation professionnelle pour assurer la formation technique en commerce électronique. Le projet contribuera au développement économique de Fidar (région de Jbeil) en fournissant une main d'œuvre qualifiée.
- *Développements en 2000* : Les travaux de construction, commencés en 1999, ont bien avancé en 2000 et l'inauguration de l'école est prévue en 2001.

### **Société civile**

#### **Programme intégré pour la santé et le développement de la femme au Liban**

- *Budget* : € 399.950
- *Paiements en 2000* : € 126.056
- *Bénéficiaires* : Population Concern (UK)/Association Amel (Liban)/Lebanon Family Planning Association
- *Objectifs* : Augmenter la sensibilisation des femmes aux soins de santé primaire, les former pour devenir des assistantes de santé communautaire, leur assurer une formation professionnelle et d'alphabétisation, et augmenter la sensibilisation des écoliers à la santé sexuelle et reproductrice.
- *Développements en 2000* : La première phase du programme a été achevée en août 2000.

#### **Introduction des services de santé sexuelle et reproductrice parmi les militaires et la population locale dans la Békaa et le Liban-Nord**

- *Budget* : € 391.742
- *Paiements en 2000* : € 95.154
- *Bénéficiaires* : Ricerca e Cooperazione (Italie)/Lebanon Family Planning Association
- *Objectifs* : Améliorer les conditions de santé sexuelle et reproductrice de la population locale parmi les militaires de la région.
- *Développements en 2000* : Des sessions de formation ont été organisées au personnel infirmier de l'armée dans tout le pays.

#### **Centre pour jeunes**

- *Budget* : € 139.870
- *Paiements en 2000* : Aucun
- *Bénéficiaires* : SOS Drogue International (France)/Soins Infirmiers et Développement Communautaire (Liban)
- *Objectifs* : Le centre aidera à : réduire les risques de toxicomanie ; accueillir les toxicomanes avant et après leur traitement et les aider à trouver du travail suite à leur traitement ; créer une base de données sur les toxicomanes ; et mener des recherches sur les causes sociales aboutissant à la toxicomanie.
- *Développements en 2000* : Le centre a été inauguré en 2000.

**Programme d'assistance à l'habilitation de la femme : renforcement de la santé reproductrice et habilitation économique**

- *Budget* : € 430.000
- *Paiements en 2000* : € 258.000
- *Bénéficiaire* : UNIFEM
- *Objectifs* : Conseiller les femmes à travers la formation pour améliorer leur situation économique et développer leur éducation en matière de santé reproductrice.
- *Développements en 2000* : 2 sessions de formation sur « L'évaluation des besoins de l'assistance financière et non financière aux PME » et « L'identification et le développement des affaires » ont été organisées en octobre et novembre 2000. Après ces séminaires, le projet a commencé à préparer un guide de tous les programmes de crédits au Liban.

**Environnement**

**Renforcement du système de vérification et d'autorisation des industries (SPASI)**

- *Budget* : € 356.760
- *Paiements en 2000* : € 170.000
- *Bénéficiaire* : Ministère de l'Environnement
- *Objectifs* : Aider le Ministère de l'Environnement dans ses efforts visant à assurer l'orientation sur les lois environnementales et le contrôle de la pollution industrielle ; soutenir l'application de la loi et du Manuel d'Evaluation de l'Impact Ecologique ; développer la vérification et le contrôle de la pollution écologique.
- *Développements en 2000* : Le Manuel National de Contrôle Ecologique a été publié. Les Normes Nationales pour la Qualité de l'Environnement ont été identifiées et développées. Elles seront adoptées en 2001.

**Observatoire Libanais pour l'Environnement et le Développement (LEDO)**

- *Budget* : € 362.500
- *Paiements en 2000* : € 175.000
- *Bénéficiaire* : Ministère de l'Environnement
- *Objectifs* : Mettre en place une unité de coordination (LEDO) pour recueillir, choisir, traiter, documenter et distribuer les données dans les domaines principaux de l'environnement et du développement. Le LEDO œuvrera avec les Ministères, les agences et les institutions académiques pour s'entendre sur les indicateurs de l'environnement et du développement.
- *Développements en 2000* : Une liste d'environ 60 indicateurs d'environnement et de développement sera disponible au public sur Internet (les indicateurs réfèrent à l'eau potable saine, à la consommation de l'énergie par année et par habitant, au coût de la gestion des déchets solides par les municipalités,...).

**Réhabilitation des services publics pour la protection de l'environnement côtier et urbain à Tyr**

- *Budget* : € 750.000
- *Paiements en 2000* : € 447.812

- *Bénéficiaires* : Movimondo Molisv (Italie)/Municipalité de Tyr/Comité d'Action Populaire de Tyr (Liban)/Fédération Mondiale des Cités Unies (France)
- *Objectifs* : Améliorer l'environnement urbain et côtier de la ville de Tyr, promouvoir le tourisme et protéger l'écosystème marin.
- *Développements en 2000* : Elaboration d'un plan municipal pour la gestion des déchets. La Municipalité a reçu les équipements prévus, notamment une machine pour le nettoyage de la plage, des équipements propres aux ouvriers municipaux et des camions et des conteneurs destinés au stockage et à la collecte de déchets. Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées parmi les enfants, les femmes et les associations de jeunes, etc. Les ouvriers municipaux ont aussi été formés et un programme de développement touristique et économique a été préparé.

### **Programme MEDA Démocratie**

#### **Au niveau national : 5 projets**

- *Budget* : € 1.650.000
- *Paiements en 2000* : € 350.000
- *Bénéficiaires* : Institut des Droits de l'Homme au Barreau des Avocats de Beyrouth/Arab Resource Centre for Popular Arts/Conseil des Femmes Libanaises/Fundación Promoción Social de la Cultura (Espagne)-Fondation René Moawad/Friedrich Ebert Stiftung-Fondation Joseph & Laure Moghaizel-Mouvement des Droits Humains
- *Objectifs* : Promouvoir la sensibilisation au sein des communautés de la société civile libanaise aux droits fondamentaux de l'homme, à la non-violence, aux procédures démocratiques, à la non-discrimination confessionnelle et de genre et au rôle des femmes dans la politique.
- *Développements en 2000* : Les 5 projets ont été lancés en 2000.

#### **Au niveau régional : 8 projets**

- *Budget* : € 4.700.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Communication for Development/Law Society of England and Wales/Thomson Foundation-Association Nationale pour les Droits des Handicapés au Liban/Foundation for International Studies/Danish Centre for Human Rights/International Federation of Human Rights-Association Libanaise des Droits de l'Homme-Fondation pour les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire au Liban/Penal Reform International-Institut des Droits de l'Homme au Barreau des Avocats de Beyrouth-Forum des ONG Libanaises-Association Dar al Amal.
- *Objectives* : Coordonner et renforcer des actions entre les ONG européennes et locales dans le domaine des droits de l'homme.
- *Développements en 2000* : 7 projets ont été lancés en 2000.

### **Appui aux réfugiés palestiniens**

#### **Approvisionnement en eau pour les réfugiés palestiniens et construction de l'infrastructure dans huit camps de réfugiés**

- *Budget* : € 8.950.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles

- *Bénéficiaires* : UNICEF/UNRWA
- *Objectifs* : Construire des réseaux d'égouts et de drainage des eaux de pluie pour résoudre les problèmes des eaux d'égouts et des inondations dans les camps ; relier les tuyaux d'égouts aux réseaux municipaux conformément aux demandes des autorités libanaises ; et assurer de l'eau propre et suffisante.
- *Développements en 2000* : L'UNICEF a commencé les travaux dans les camps. L'UNRWA a continué la prestation des travaux et des services.

#### **Programme de formation professionnelle**

- *Budget* : € 360.198
- *Paiements en 2000* : € 139.266
- *Bénéficiaires* : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (France)/Association Najdeh (Liban)
- *Objectifs* : Assurer des programmes de formation professionnelle, principalement aux femmes palestiniennes vivant dans ou près des camps de réfugiés.
- *Développements en 2000* : Plusieurs cours de formation ont été donnés sur la coiffure, la couture et la gestion administrative.

#### **Réhabilitation des abris**

- *Budget* : € 500.000
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaire* : UNRWA
- *Objectifs* : Fournir une assistance à la réhabilitation d'abris de 60 familles de réfugiés vivant dans des conditions déplorables. L'UNRWA leur fournira de nouvelles unités de logement.
- *Développements en 2000* : 15 abris ont été réhabilités alors qu'environ 40 abris supplémentaires sont en cours de réhabilitation. Les travaux seront achevés début 2001.

#### **Programme de coopération internationale – Recherche et Développement (INCO-RTD)**

##### **9 projets sur la recherche et la technologie pour le développement**

- *Budget* : € 884.880
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Bénéficiaires* : Université Américaine de Beyrouth/Université Libano-Américaine à Byblos/Conseil et Développement SAL/Conseil National pour la Recherche Scientifique/National Centre for Remote Sensing/Université Libanaise/Ministère de la Santé Publique/Office des Eaux de Beyrouth
- *Objectifs* : Mener des études sur la désertification, le dessalement, le contrôle de la croissance des bactéries, la réforme des soins de santé, les maladies cardio-vasculaires, etc.
- *Développements en 2000* : Cinq de ces projets ont été achevés et un nouveau projet d'assistance à l'Office des Eaux de Beyrouth a été approuvé et lancé.



### Programmes Régionaux

Le Liban bénéficie des programmes MEDA Régional qui complètent et renforcent les programmes bilatéraux et prévoient la mise en œuvre d'activités dans les trois domaines de la Déclaration de Barcelone, à savoir la dimension politique et de sécurité, la dimension économique et financière, et la dimension sociale, culturelle et humaine. En 2000, le Liban a participé activement aux programmes suivants :

- Euromesco/Réseau des instituts de politique étrangère (Lebanese Centre for Policy Studies)
- Séminaires de Malte (Ministère des Affaires étrangères)
- Initiative pour la formation des administrations publiques dans les Partenaires Méditerranéens (Bureau du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative)
- Eumedis/Initiative pour le développement de la Société d'Information euro-méditerranéenne (Ministère de l'Economie)
- Femise/Forum euro-méditerranéen des instituts économiques (Facultés de Gestion et d'Economie à l'Université Saint Joseph, et Institut des Finances et des Etudes bancaires à l'Université Américaine de Beyrouth)
- Medstat/Coopération euro-méditerranéenne en matière de statistiques (Administration Centrale de la Statistique)
- SMAP/Programme d'action prioritaire à court et moyen termes dans le domaine de l'environnement (Ministère de l'Environnement)
- Semide/Système euro-méditerranéen d'information sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau (Ministère de l'Energie et de l'Eau)
- Archimedes pour la promotion de la coopération entre chambres de commerce (Chambres de Commerce de Beyrouth, Zahlé, Tripoli et Saida)
- Réseau de formation sur la politique énergétique méditerranéenne (Association Libanaise pour la Maîtrise de l'Energie – ALMEE)
- Applications de l'énergie solaire en Méditerranée (Ministère de l'Energie et de l'Eau, ALMEE)
- Nouvelles approches dans le secteur des politiques de télécommunications (Ministère des Télécommunications)
- Renforcement des fédérations patronales dans les Partenaires Méditerranéens et création d'un réseau euro-méditerranéen des fédérations patronales (Association des Industriels Libanais)
- Hydrographie et cartographie nautique au sud et sud-est méditerranéenne (Direction des Affaires Géographiques)
- Coopération régionale dans le secteur agricole sur la formation, la promotion de la recherche et la communication d'informations scientifiques et techniques dans le contexte de la transition économique (Ministère de l'Agriculture)
- Euromed Audiovisuel (Opérateurs privés du secteur audiovisuel)
- Euromed Heritage (Direction générale des Antiquités/Institutions privées)
- Euromed Action Jeunesse (Ministère de la Jeunesse)

**Les partenaires libanais étaient particulièrement actifs dans les programmes suivants :**

### **EUMEDIS, Initiative pour la création d'une société euro-méditerranéenne d'information**

- *Budget* : € 45.000.000
- *Bénéficiaires* : Secteurs public et privé, chambres de commerce, fédérations industrielles, centres de recherche, musées et universités, etc.
- *Participants libanais* : Ministère de l'Economie, secteur privé, ONG, universités, etc.
- *Objectifs* : Créer un réseau de Points Focaux de la Société Méditerranéenne d'Information et financer l'interconnexion (via Internet) entre le réseau européen et les réseaux méditerranéens de recherche ainsi que les projets-pilotes de la société d'information.
- *Développements en 2000* : La convention de financement du projet EUMEDIS Point Focal Liban a été signée. Les Points Focaux, un par Partenaire Méditerranéen, assureront avec la Commission Européenne, la communication permanente entre les administrations. Cette liaison, basée au Ministère de l'Economie et du Commerce, a développé un Plan d'Action EUMEDIS. Ce plan contribuera à promouvoir la création d'une société libanaise d'information et d'un bureau virtuel Internet, et à mener des études analytiques sur l'état de la société d'information. Un appel d'offres pour les projets relatifs à la Société d'Information dans la région euro-méditerranéenne a été lancé. Des projets seront choisis début 2001.

### **FEMISE, Instituts économiques du forum euro-méditerranéen**

- *Budget* : € 2.000.000 (Phase I)
- *Bénéficiaire* : Forum de recherche économique comprenant 70 instituts économiques en Europe et dans les Partenaires Méditerranéens
- *Participants libanais* : Facultés de Gestion et d'Economie à l'Université Saint Joseph, Institut des Finances et des Etudes Bancaires à l'Université Américaine de Beyrouth
- *Objectifs* : Promouvoir la coopération entre les instituts économiques du Nord et du Sud de la Méditerranée ; étudier la réalité socio-économique de la région euro-méditerranéenne et les effets du processus de Barcelone.
- *Développements en 2000* : Dans le cadre de ce projet, 6 études ont été préparées sur les principaux thèmes du Partenariat Euro-Méditerranéen telles que l'étude menée en 2000 sur « L'évolution des échanges commerciaux et d'investissement entre l'UE et ses Partenaires Méditerranéens » .

### **EMWIS/SEMIDE, Système euro-méditerranéen d'information sur l'eau**

- *Budget* : € 2.500.000
- *Bénéficiaires* : Offices des Eaux dans les Partenaires Euro-Méditerranéens
- *Participant libanais* : Ministère de l'Energie et de l'Eau
- *Objectifs* : Le projet vise à créer des produits communs et à promouvoir des programmes de coopération dans le secteur de l'eau. Il facilitera aussi l'accès et l'échange du savoir-faire dans ce domaine, notamment la documentation, les programmes de recherche, les institutions en exercice, les méthodes et les techniques utilisées dans la gestion des données et les besoins en formation.

- *Développements en 2000* : Le Point Focal Libanais pour le projet a été désigné au Ministère de l’Energie et de l’Eau. Plusieurs programmes de formation pour les points focaux nationaux des Partenaires Méditerranéens ont été organisés en 2000, auxquels le point focal libanais a participé. Le comité international du projet s’est réuni en Jordanie en octobre 2000 et a décidé de renforcer la promotion des activités du système et l’assistance technique qui doit être accordée aux Points Focaux Nationaux.

#### **Euromed Audiovisuel**

- *Budget* : € 20.000.000 (Phase I)
- *Bénéficiaires* : Opérateurs européens et méditerranéens dans le secteur de l’audiovisuel
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Objectifs* : Le programme vise à établir de nouvelles formes de coopération entre les opérateurs européens et méditerranéens dans le secteur de l’audiovisuel. Il appuiera des projets régionaux multi-annuels dans les domaines de la radio, la télévision et le cinéma.
- *Développements en 2000* : Deux projets libanais ont été approuvés dans le cadre du programme MEDEA. MEDEA est un fonds fourni par le programme Euromed Audiovisuel d’appui à la pré-production des projets audiovisuels.

#### **Euromed Heritage (Patrimoine Culturel)**

- *Budget* : € 17.100.000 (Phase I)/€ 30.000.000 (Phase II)
- *Bénéficiaires* : Opérateurs du secteur privé ou public, organisations non-gouvernementales, instituts de recherche, universités, associations culturelles ou autorités locales
- *Paiements en 2000* : Non disponibles
- *Objectifs* : Le programme vise à préserver et développer le patrimoine culturel euro-méditerranéen en augmentant la capacité des pays méditerranéens de gérer et développer leur patrimoine culturel.
- *Développements en 2000* : La Maison d’Antioche, le partenaire libanais au projet MANUMED qui vise à encourager l’inventaire, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine des bibliothèques et des archives du Proche-Orient méditerranéen, a organisé deux séminaires au Liban. Le premier a eu lieu en août 2000 et a porté sur la numérisation des manuscrits ; le second a eu lieu en octobre 2000 et était centré sur la confection des boîtes de conservation des manuscrits et des livres. De plus, la Direction générale des Antiquités au Ministère de la Culture a participé à l’exposition: « Préservation du patrimoine culturel. Projets autour de la Méditerranée » (Hildesheim et Hanovre – Allemagne), organisée dans le cadre du projet EXPO 2000. Cette exposition a présenté le problème de la préservation du patrimoine culturel mondial sur base d’exemples pris de chacun des pays méditerranéens.

**Les paiements effectués par pays pour les programmes régionaux ne sont pas disponibles car les montants sont versés directement au coordinateur du programme.**

**TOTAL DES PAIEMENTS DISPONIBLES EN 2000: € 45.200.261**

### **3. RESUME DES EVENEMENTS EN 2000**

#### **3.1. Introduction aux activités de la Délégation**

La Délégation a réussi à réaliser les objectifs politiques et économiques prévus pour l'an 2000. Ces objectifs consistaient à :

- Renforcer le profil de l'UE et souligner sa vision de servir comme modèle de paix, de prospérité, de démocratie et de marché unique
- Relancer les négociations pour la conclusion de l'Accord d'Association UE/Liban
- Poursuivre la politique de l'UE visant à promouvoir le Partenariat Euro-Méditerranéen afin d'établir une zone de libre-échange
- Renforcer l'économie libanaise à travers la mise en œuvre des projets MEDA
- Promouvoir le rôle de l'UE dans la recherche d'une solution au conflit du Moyen-Orient.

La Délégation a lancé plusieurs grands programmes de coopération financés par des dons de la Commission Européenne en faveur du Liban dans le cadre du Programme MEDA du Partenariat Euro-Méditerranéen, notamment la Facilité d'Ajustement Structurel (€ 50 millions), le Programme de Modernisation Industrielle (€ 11 millions) et le Fonds de Développement Economique et Social (€ 25 millions). Ces programmes seront entièrement opérationnels en 2001.

Parallèlement à ces programmes, plusieurs autres projets ont été approuvés en 2000 sous différentes lignes budgétaires de la Commission Européenne, particulièrement ceux en faveur du Liban-Sud et qui répondent aux besoins les plus urgents de la population de l'ex-zone occupée. La Délégation a également assuré le suivi de quelque 100 projets dans les domaines humanitaire et de développement tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement, le déminage, le retour des réfugiés, la recherche, la démocratie et les droits de l'homme.

En plus des activités relatives aux programmes et projets financés par l'UE, la Délégation a joué un rôle actif dans la préparation et l'organisation de visites de hauts responsables des institutions européennes. Les principaux visiteurs étaient Mme Nicole Fontaine, Présidente du Parlement Européen, M. Christopher Patten, Commissaire européen pour les Relations extérieures, M. Javier Solana, Secrétaire général du Conseil et Haut Représentant pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, M. Miguel Angel Moratinos, l'Envoyé Spécial de l'Union Européenne pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, ainsi que des membres du Parlement Européen. Leurs visites visaient à renforcer les relations entre l'UE et le Liban, discuter de l'assistance de la Commission Européenne à la reconstruction, souligner l'importance du Partenariat Euro-Méditerranéen et insister sur l'engagement de l'Union Européenne à faire avancer un règlement au Moyen-Orient.

La Délégation a aussi organisé plusieurs visites d'information aux institutions de l'Union Européenne pour des journalistes, des économistes, des représentants du secteur privé et des membres d'organisations non gouvernementales. Ces visites ont permis une meilleure connaissance de l'Union Européenne et de ses institutions ainsi que de sa politique méditerranéenne.

Les activités d'information de la Délégation ont réussi à mettre en valeur et à augmenter la visibilité de l'UE en 2000. La Délégation a publié son Rapport Annuel de Coopération qui

donne un aperçu général de la coopération entre l'Union Européenne et ses Etats Membres avec le Liban. Le Rapport fournit des informations sur les activités de coopération gérées par les institutions de l'Union Européenne – Commission Européenne et Banque Européenne d'Investissement – et ses Etats Membres. Et, pour la première fois, la Délégation a publié un Rapport Annuel qui est un aperçu général des activités de la Délégation au Liban.

Les activités culturelles organisées par la Délégation telles que le Festival annuel du Cinéma européen, ont attiré l'attention sur l'UE et augmenté son profil auprès du public. Il est certain que la création d'un site web et d'une base de données de tous les projets financés par l'UE a été importante pour accroître la visibilité et répondre à de nombreuses enquêtes. L'inclusion de la lettre d'information de la Délégation et des Rapports Annuel et de Coopération dans le site web a aussi été un canal efficace d'information.

Une description détaillée des activités de la Délégation en 2000 est présentée dans la section suivante.

### 3.2. Calendrier des événements

#### JANVIER 2000

**5 janvier.** Approbation du projet «Réhabilitation des services publics pour la protection de l'environnement urbain et côtier de la ville de Tyr» financé par un don de l'UE de €750.000. Les objectifs du projet sont : l'amélioration de l'environnement dans la ville de Tyr et la qualité de vie de la population visée ; la promotion du développement touristique dans la région ; et la protection de l'environnement côtier et de l'écosystème marin.

**18-19 janvier.** M. Jaime Gama, le Ministre portugais des Affaires étrangères, représentant la Présidence de l'Union Européenne, a visité le Liban, accompagné de M. Miguel Angel Moratinos, l'Envoyé Spécial de l'UE pour le Processus de Paix au Moyen-Orient. La visite visait à évoquer, avec le Président Emile Lahoud et le Premier Ministre Salim el Hoss, l'état du processus de paix au Moyen-Orient et les relations UE-Liban.

**24 janvier.** Mme Ana Palacio, Membre du Parlement Européen, a visité le Liban pour rappeler le rôle de l'UE dans la région.

**29 janvier.** Inauguration de la «Clinique de Physiopathologie Respiratoire de l'Association de Bienfaisance des Citoyens de Chekka» financée par un don de €370.000 de l'Office d'Aide Humanitaire (ECHO). Le projet comprenait: l'achèvement des travaux d'infrastructure de la clinique composée de salles de radiologie, cardiologie et spirométrie (examens respiratoires), et d'auscultation, d'un laboratoire et d'un bureau pour l'administration ; la fourniture d'équipements, de matériel et de meubles médicaux (appareils de radiologie, de spirométrie et d'électrocardiographie, et de laboratoire de sang, etc.) ; la formation du personnel médical.

#### FEVRIER 2000

**9-18 février.** Mme Maria Alves de la Commission Européenne a visité le Liban pour superviser les programmes financés par l'UE : «Programme de Planification de l'Investissement » et «Assistance à la Réhabilitation de l'Administration Libanaise».

**21-25 février.** M. Enrique Lobera Arguelles et M. Sedegui Bachir de la Commission Européenne ont visité le Liban pour effectuer l'audit de plusieurs projets de coopération en cours, financés par la Commission Européenne.

**22 février.** Sponsorisation par la Délégation et l'Ambassade de Grande-Bretagne de la conférence «Le Liban dans un Moyen-Orient pacifié». Un séminaire d'un jour a été organisé par le «Lebanese Centre for Policy Studies» et le «Royal Institute for International Affairs» pour examiner les implications pour le Liban d'un règlement du conflit au Moyen-Orient sous différents scénarios. Le séminaire a étudié les perspectives de paix dans la région, les effets sur le Liban et une contribution possible de partenaires de l'extérieur de la région tels que l'Union Européenne et le Etats Unis. Les intervenants étaient des académiciens européens et américains, des experts de la région ainsi que des personnalités libanaises éminentes.

**24 février.** Mme Nicole Fontaine, Présidente du Parlement Européen, a eu des pourparlers au Liban en vue de renforcer le dialogue avec les pays du Moyen-Orient, de promouvoir le Partenariat Euro-Méditerranéen lancé à Barcelone et d'exposer le point de vue du Parlement Européen qui a adopté une résolution le 20 janvier 2000 par laquelle il a réaffirmé la nécessité d'établir une paix juste, globale et durable dans la région.

**27 février.** M. Frederik Sorenson et M. Berrozpe Garcia de la Direction générale du Transport à la Commission Européenne ont eu des discussions avec les responsables libanais sur des questions de politique d'aviation telles que la libéralisation et le bruit.

## **MARS 2000**

**1 mars.** Visite de l'Envoyé Spécial de l'UE pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, M. Miguel Angel Moratinos, pour discuter du processus de paix au Moyen-Orient.

**1-3 mars.** M. Jan Julius Groenendaal et M. Pascal Lardinois de la Direction générale de l'Environnement à la Commission Européenne ont visité le Liban. Leur visite a porté sur le suivi des projets LIFE-Pays Tiers (Ligne budgétaire Environnement) en cours au Liban. Ils ont tenu plusieurs réunions avec des directeurs de projets et des responsables au Ministère de l'Environnement.

**6-11 mars.** M. Michael Ryan, Responsable géographique du Liban à la Direction générale des Relations extérieures de la Commission Européenne, a visité le Liban pour étudier la situation au Liban-Sud.

**19-25 mars.** La Délégation a organisé une visite d'information à Bruxelles pour trois journalistes (Mme Mona Ziadeh, M. Roger Baraké, M. Khalil Fuleihan) et pour deux membres d'organisations non gouvernementales (Mme Joumana Kalot, M. Richard Bteich). L'objectif de la visite était de permettre une meilleure connaissance de l'Union Européenne et de ses institutions ainsi que de sa politique méditerranéenne, d'informer les médias des derniers développements au Moyen-Orient et au Liban au niveau du Partenariat Euro-Méditerranéen et d'augmenter la sensibilisation des participants appartenant à un pays négociant actuellement un Accord d'Association avec l'Union Européenne.

**21-25 mars.** Mme Karin Roxman et M. Christian Jouret, conseillers politiques de M. Miguel Angel Moratinos, ont visité le Liban pour réexaminer les pourparlers sur la paix au Moyen-Orient.

#### **AVRIL 2000**

**6-7 avril.** Visite de M. Christopher Patten, Commissaire européen pour les Relations extérieures, au Liban, pour souligner l'engagement ferme de l'Union Européenne à l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient ainsi que l'importance du Partenariat Euro-Méditerranéen. Le Commissaire Patten s'est réuni avec le Président Emile Lahoud, le Premier Ministre Salim el Hoss, le Ministre des Finances Georges Corm et le Ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie Nasser Saidi. Les pourparlers ont porté essentiellement sur l'Accord d'Association entre l'Union Européenne et le Liban, l'assistance de la Commission Européenne à la reconstruction, le volet libano-israélien du processus de paix au Moyen-Orient et des questions de commerce bilatérales. M. Patten a signé une convention de financement pour la «Facilité d'Ajustement Structurel» s'élevant à € 50 millions sous forme de dons de l'Union Européenne en appui aux réformes économiques au Liban. Ce programme fournira une assistance budgétaire directe au Gouvernement Libanais, facilitera et accélérera une réforme en profondeur des finances publiques et contribuera à soutenir le plan économique du Gouvernement. Il comprendra aussi l'adoption de mesures fiscales importantes et accélérera la privatisation dont les revenus seront utilisés pour réduire le volume de la dette.

#### **MAI 2000**

**4 mai.** Lancement de l'appel d'offres des projets pilotes EUMEDIS. EUMEDIS vise à créer une interconnexion via Internet entre les réseaux euro-méditerranéens de recherche et à lancer des projets pilotes dans cinq secteurs d'intervention prioritaires : technologies de l'information et de la communication appliquées à l'éducation; commerce électronique et coopération économique; réseaux de soins de santé; accès multimédia au patrimoine culturel et au tourisme; technologies de l'information et de la communication appliquées à l'industrie et à l'innovation. Le budget global alloué à l'initiative EUMEDIS s'élève à €45 millions.

**8 mai.** M. Paolo Barboza, Coordinateur du Partenariat Euro-Méditerranéen auprès de la Présidence portugaise de l'Union Européenne, a visité le Liban pour préparer la réunion informelle des Ministres euro-méditerranéens des Affaires étrangères. L'Envoyé Spécial de l'Union Européenne pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, M. Miguel Angel Moratinos, a accompagné la Présidence portugaise.

**9 mai.** A l'occasion de la Journée de l'Europe, le Chef de la Délégation de la Commission Européenne a donné une réception dans les jardins du Musée Sursock où il a prononcé un discours dans lequel il a résumé l'histoire et les aspirations de l'Union Européenne envers les Partenaires Méditerranéens. Au même endroit, la Délégation et les Centres d'Art Fabriano ont inauguré une exposition de dessins sur le thème «L'Europe Notre Voisine». Cette exposition est le résultat d'un concours pour enfants organisé par les deux parties et visant à renforcer le Partenariat culturel et humain entre l'Union Européenne et le Liban.

**18-20 mai.** Visite de M. Crooke, conseiller politique de M. Miguel Angel Moratinos.

**22-26 mai.** Visite de M. Crooke et M. Jouret, conseillers politiques de M. Miguel Angel Moratinos.

**26-31 mai.** M. Patrick Trolliet, expert de l'UE, a visité le Liban afin de mener une mission de pré-identification pour le Sud.

**30-31 mai.** L'Envoyé Spécial de l'UE pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, M. Miguel Angel Moratinos, a visité Beyrouth pour évaluer les besoins économiques du Liban-Sud et de la Békaa-Ouest.

**31 mai-2 juin.** Visite d'une délégation du Groupe Parlementaire du Parti des Socialistes Européens du Parlement Européen. La délégation comprenait : M. Enrique Baron Crespo, Mme Pasqualina Napolitano, M. Jannis Sakellariou et M. Michel Dary. Le but de cette visite était de s'informer sur la situation au Liban dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient et de promouvoir la coopération entre l'Union Européenne et le Liban. Les parlementaires européens se sont réunis avec le Président de la République Emile Lahoud, le Premier Ministre Salim el Hoss, le Vice-président du Parlement Elias Ferzli et le Chef du Parti Socialiste Progressiste Walid Joumblatt. Ils ont également visité le Liban-Sud et le siège de la FINUL.

## **JUIN 2000**

**1-15 juin.** La Commission Européenne a signé les contrats de 4 projets en faveur du Liban dans le cadre du Programme MEDA Démocratie pour un don total de € 550.000. Les projets portent essentiellement sur la promotion de la démocratie, l'Etat de droit, la liberté d'expression et le rôle des femmes.

**1-30 juin.** La Commission Européenne a approuvé 7 projets humanitaires en faveur du Liban-Sud et des réfugiés palestiniens pour un don total de €2.195.000. Ces projets visent à : assurer une assistance psychosociale aux victimes des conflits, fournir des ambulances équipées et du matériel logistique et de communication, des médicaments et des produits de consommation de base à travers les centres de soins (FINUL, Ministères des Affaires Sociales et de la Santé, Fondation Imam el Sadr), aider les fermiers affaiblis par des années de conflit, dispenser des services de soins continus aux réfugiés palestiniens et couvrir leur frais d'hospitalisation, et former le personnel. Ces actions constituent la première phase de l'assistance d'urgence de l'Union Européenne au Liban-Sud après le retrait israélien.

**2 juin.** Le Gouvernement Libanais et la Commission Européenne ont signé la convention de financement du «Programme de Modernisation Industrielle» financé par un don de l'Union Européenne de €11 millions. L'objectif général du Programme est de renforcer la capacité de croissance et la compétitivité de l'industrie libanaise, en particulier des petites et moyennes entreprises, à travers une assistance technique à long terme et une assistance à court terme hautement spécialisée en vue de contribuer à la reprise économique et à la croissance du Liban.

**19-29 juin.** Un économiste libanais (M. Kamal Chehadeh) a été invité à participer au Programme de Visites de l'Union Européenne (EUVP) établi par le Parlement Européen et la Commission Européenne. L'objectif primaire du programme est de permettre aux participants de se familiariser avec le mode de vie des peuples de l'Union Européenne et avec les objectifs, les réalisations, les perspectives et les institutions de l'Union. Le



participant a discuté des questions d'intérêt mutuel avec ses homologues de l'Union Européenne, y compris ceux qui ont un intérêt professionnel dans les relations Liban/UE.

**27 juin.** Pose de la première pierre du centre social de Caritas «Darouna». Le projet est co-financé par l'Union Européenne (don de €264.000), le Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, Caritas Luxembourg et Caritas Liban. Le projet consiste à construire un centre, foyer de jour, pour personnes du troisième âge du quartier de Furn el Chebbak. Ce centre offrira des repas quotidiens et des services médicaux et de santé de base à quelque 120 personnes âgées et assurera des soins médicaux et des repas à domicile aux malades. Il sera parallèlement un foyer pour jeunes étudiants pauvres de toutes les régions libanaises, qui seront impliqués dans ses activités, et abritera également le service social de Caritas dans la région. Des activités de récréation y seront aussi organisées pour les enfants défavorisés du quartier.

**28 juin.** Présentation du projet «Droits de l'homme et démocratie au Liban» financé par un don de l'Union Européenne de €200.000 et mis en œuvre par l'Institut des Droits de l'Homme du Barreau de Beyrouth. Le projet vise principalement à : la consolidation de la promotion des droits de l'homme en impliquant les professionnels en contact direct avec l'administration de la justice. Ceci réactivera les mécanismes de résolution des conflits ; l'invocation systématique des conventions internationales sur les droits de l'homme qui priment le droit interne ; la modification de la jurisprudence des tribunaux et l'émergence d'un corps de jurisprudence basé sur ces conventions ; la contribution à la formation de personnes spécialisées de l'administration ou des ONG, qui participent à l'exécution d'un service public ; et la mise à niveau du Liban dans le domaine des droits de l'homme afin qu'il resserre ses liens contractuels avec ses partenaires européens dans le cadre méditerranéen.

## **JUILLET 2000**

**2-4 juillet.** M. Andrea Ricci de la Direction générale de la Recherche à la Commission Européenne a visité Beyrouth pour superviser la mise en œuvre de l'initiative EUMEDIS au Liban et à améliorer la coordination avec le Point Focal National EUMEDIS.

**2-6 juillet.** M. Michael Ryan, responsable géographique pour le Liban à la Direction générale des Relations extérieures de la Commission Européenne, a visité le Liban pour passer en revue la situation au Liban-Sud suite au retrait israélien, contacter les responsables concernés par le programme que le Gouvernement Libanais a préparé pour cette région et exposer la forme et le contenu du programme de l'UE pour le Liban-Sud.

**3-7 juillet.** Mme Maria Alves de la Commission Européenne a passé en revue à Beyrouth la situation des projets financés par l'UE «Assistance à la Réhabilitation de l'Administration Libanaise» et «Programme de Planification de l'Investissement ».

**7 juillet.** Inauguration du «Service de maternité de l'hôpital gouvernemental de Baalbeck» financé par un don de l'UE de 360.000. Le projet a servi à réhabiliter et équiper le service obstétrique et gynécologique, à former le personnel médical et infirmier et à créer un programme informatique pour le service. Il a été mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale italienne Movimondo Molisv en collaboration avec la direction de l'hôpital. Cette action s'intègre dans le schéma de réhabilitation des services dispensés par l'hôpital qui dessert 100.000 habitants de la région. Le don de 460.000 vient s'ajouter à

un don de 370.000 qu'ECHO avait alloué pour la réhabilitation du laboratoire et du service de buanderie de l'hôpital.

**11-28 juillet.** Mme Mounia Hajjé et M. Vincenzo Caputo, experts de l'UE, ont mené une mission d'identification au Liban-Sud.

**23-29 juillet.** M. Bernard Delpuech, Coordinateur régional d'ECHO (Office d'Aide Humanitaire) pour le Moyen-Orient a mené une mission d'identification au Liban-Sud.

**18 juillet.** M. Philippe Lecourtier, Ambassadeur de France (Présidence de l'UE) et M. Dimitris Kourkoulas, Chef de la Délégation de la Commission Européenne, ont tenu une conférence de presse à l'Ecole Supérieure des Affaires pour présenter le Rapport sur la Coopération de l'Union Européenne et de ses Etats Membres avec le Liban en 1999. La coopération de l'Union Européenne avec le Liban représente aujourd'hui plus de la moitié des dons (52%) et plus du tiers de l'assistance étrangère totale (37%) octroyés au Liban. Les engagements des institutions de l'Union Européenne – Commission Européenne et Banque Européenne d'Investissement - et des Etats Membres, ont atteint €228,8 millions en 1999, enregistrant ainsi une augmentation de plus de 40% en comparaison avec les € 159 millions engagés en 1998. L'assistance de l'UE a surtout été engagée dans les projets de reconstruction, de réhabilitation et de développement, répondant ainsi aux objectifs du Gouvernement Libanais. En termes sectoriels, l'électricité a été un des grands bénéficiaires, suivie de près par l'environnement, les eaux usées et l'approvisionnement en eau. D'autres secteurs relatifs à la réforme administrative, à la défense des droits de l'homme, à la recherche, au développement du secteur privé, aux services sociaux et à la santé, à la société civile et à l'éducation, ont également bénéficié de l'assistance de l'UE.

**18 juillet.** La Délégation de la Commission Européenne a lancé son site web ([www.dellbn.cec.eu.int](http://www.dellbn.cec.eu.int)) qui donne un aperçu général de la coopération entre l'Union Européenne et le Liban. En cliquant sur un bouton, des informations sont données sur l'UE, le Partenariat Euro-Méditerranéen et la coopération UE/Liban qui détaille les projets financés par l'UE au Liban. Le site web donne également accès au serveur Europa (serveur principal de l'Union Européenne), aux sites web des Etats Membres et à ceux des institutions du Gouvernement Libanais, ainsi qu'aux coordonnées de la Délégation. Le site est en versions française et anglaise.

**27 juillet.** La Délégation a participé à la Conférence des Donateurs pour le Liban-Sud. Le Chef de la Délégation a annoncé que cinq nouveaux projets d'urgence en faveur de l'ex-zone occupée au Liban-Sud avaient été approuvés par l'Union Européenne pour un don total de €1,21 millions.

**31 juillet-4 août.** Séminaire organisé par la Commission Européenne sur l'analyse économique et financière des projets de développement. Des responsables de la Délégation de la Commission Européenne, des experts de MEDA Team, des représentants des ministères, de la Banque du Liban et du Conseil du Développement et de la Reconstruction, ont assisté à ce séminaire. Dr Georges Corm, Ministre des Finances, a clôturé le séminaire en félicitant les participants et en les encourageant à utiliser cette formation dans la sélection et la mise en œuvre de projets de développement au Liban.

**31 juillet.** Lancement de l'appel d'offres du programme MEDEA de pré-production de l'Union Européenne dans le cadre du programme européen en appui à l'industrie audiovisuelle euro-méditerranéenne «Euromed Audiovisuel». MEDEA vise à stimuler et à

promouvoir l'industrie audiovisuelle euro-méditerranéenne. Le programme est basé sur l'établissement de mesures d'appui au développement de projets audiovisuels et de mesures complémentaires pour la formation audiovisuelle.

### **AOUT 2000**

**11 août.** Conclusion de la première phase du projet «Programme intégré pour la santé et le développement des femmes au Liban». Une cérémonie a été organisée par l'Association Amel pour marquer cet événement. Y ont participé M. René Milas, Chargé d'Affaires de la Délégation de la Commission Européenne, des représentants de Population Concern, de Lebanon Family Planning Association, du Ministère des Affaires sociales, du Ministère de la Santé et d'organisations non gouvernementales libanaises, ainsi que des bénéficiaires du programme. Le projet a été financé par un don de l'Union Européenne de 377.000 et a été mis en œuvre par l'Association Amel. Il vise à sensibiliser les femmes aux questions prioritaires de santé et de développement dans leur communauté, les former pour devenir des assistantes de santé communautaire et leur assurer des sessions de formation professionnelle et d'alphabétisation.

**14 août-14 septembre.** Mme Mounia Hajjé et M. Vincenzo Caputo, experts de l'UE, ont visité le Liban pour évaluer la situation au Sud.

**22 août.** L'Union Européenne a transféré au Liban € 30 millions qui représentent le premier paiement du don de € 50 millions accordés à la «Facilité d'Ajustement Structurel». Ce don de l'UE est une assistance budgétaire directe qui vise à appuyer la réforme fiscale et le programme de reprise économique entrepris par le Gouvernement, afin de rationaliser les finances publiques, réduire la dette publique et promouvoir la croissance économique réelle.

**15 août.** Publication du Rapport Annuel de la Délégation de la Commission Européenne au Liban pour 1999. Le Rapport présente les principaux événements en relation avec la Délégation, qui ont eu lieu en 1999, un résumé de la coopération entre la Commission Européenne et le Liban et un synopsis de l'histoire, des objectifs et des réalisations du Partenariat Euro-Méditerranéen.

### **SEPTEMBRE 2000**

**4 septembre.** La Commission Européenne a approuvé 5 projets d'assistance humanitaire en faveur du Liban-Sud et des réfugiés palestiniens pour un don total de €1.850.000. Ces projets visent à fournir des produits de base aux familles nécessiteuses et un appui psychologique et médical aux ex-détenus et à leurs familles et aux enfants à travers des activités parascolaires et préscolaires ; à former le personnel ; à assister les réfugiés palestiniens les plus vulnérables et physiquement et mentalement handicapés ; et à déminer l'ex-zone occupée.

**1-5 septembre.** La Commission Européenne a co-financé (don de € 30.000) le 4<sup>ème</sup> Festival Ayloul «Rencontres 2000» organisé par l'Association Libanaise pour l'Art Contemporain du 1 au 5 septembre dans divers lieux de Beyrouth. Il s'agit d'un festival artistique pluridisciplinaire (théâtre, danse, installations, vidéo, soirées poétiques et musique) qui produit et présente les activités de jeunes artistes libanais, arabes et européens qui se sont rencontrés sur le thème «Construire le quotidien dans l'art».

**15 septembre.** Lancement de l'appel d'offres du programme environnemental de l'Union Européenne «Life-Pays Tiers». LIFE est le principal instrument financier de l'Union Européenne à soutenir des actions en faveur de l'environnement dans toute l'UE et les régions limitrophes. Son objectif général est de contribuer au développement et à la mise en œuvre de la politique communautaire en matière d'environnement, en finançant des actions spécifiques dans trois secteurs : LIFE-Environnement, LIFE-Nature et LIFE-Pays Tiers. Le programme LIFE-Pays Tiers est ouvert aux pays suivants : Algérie, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité palestinienne et à des pays en bordure de la Mer Baltique autres que les pays associés de l'Europe Centrale et Orientale.

**16 septembre.** Signature de la convention de financement du projet «EUMEDIS (Société d'information euro-méditerranéenne) Point Focal Liban». Le Point Focal est financé par un don de € 175.000. L'initiative EUMEDIS est un projet régional issu du Partenariat Euro-Méditerranéen. Elle a été conçue dans l'objectif de développer la Société de l'information euro-méditerranéenne et de réduire l'écart entre les Partenaires Méditerranéens vis-à-vis de l'Union Européenne en matière des technologies de l'information et de la communication.

**27-30 septembre.** M. Peter Zangl, M. Tomas Dupla Del Moral, M. Bernard Philippe, M. Michael Ryan, Mme Jacqueline Sauvage et Mme Grosjean de la Direction générale des Relations extérieures, et Mme Silvia Michelini de la Direction générale de l'Agriculture à la Commission Européenne ont mené, à Beyrouth, des négociations sur l'Accord d'Association UE/Liban avec Dr Nasser Saidi, Ministre de l'Economie et du Commerce. Les aspects commerciaux discutés ont porté sur le démantèlement tarifaire, les règles d'origine, le commerce agricole, les produits industriels, le droit d'établissement, la concurrence et la propriété intellectuelle.

**28-29 septembre.** Participation de l'Envoyé Spécial de l'UE pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, M. Miguel Angel Moratinos, à la Conférence des ONG en appui au Liban-Sud. Dans son discours, M. Moratinos a réitéré l'engagement de l'Union Européenne au développement du Sud.

**28 septembre-2 octobre.** Mme Silvia Michelini de la Direction générale de l'Agriculture à la Commission Européenne a visité le Liban afin de discuter de questions relatives au secteur agricole qui pourrait être affecté par une conclusion future d'un Accord d'Association UE/Liban.

**30 septembre.** Inauguration par le Chargé d'Affaires de la Délégation de l' «Académie-Collège technique euro-libanais à Btouratij» dans le Koura, au sud-est de Tripoli. Cette institution a été co-financée par des dons de la Commission Européenne (€421.000), le Ministère français des Affaires étrangères, l'Institut Européen de Coopération et de Développement-France (IECD) et la Ligue des Mères de Tripoli. Le projet mettra en place un centre de formation professionnelle qui donnera une formation technique solide aux jeunes bénéficiaires provenant de milieux défavorisés. Ceci leur garantira un débouché professionnel stable et l'autosuffisance.

## **OCTOBRE 2000**

**1-4 octobre.** Visite au Liban de M. José Leon Lora et M. Nicolas Provencal de la Commission Européenne pour assurer le suivi des projets «Assistance à la Réhabilitation de l'Administration Libanaise», «Programme de Modernisation Industrielle»,

«Programme de Planification de l'Investissement» et le cadre juridique de la coopération avec l'UNRWA.

**11 octobre.** M. Javier Solana, Secrétaire général du Conseil de l'UE et Haut Représentant pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, a visité le Liban. M. Solana a évoqué le processus de paix au Moyen-Orient et les relations UE/Liban dans le contexte du Partenariat Euro-Méditerranéen avec les responsables libanais.

**20 octobre.** La Commission Européenne a approuvé un projet humanitaire en faveur du Liban-Sud «Action humanitaire de déminage au Liban-Sud» financé par un don de €500.000 de l'Office d'Aide Humanitaire (ECHO).

## NOVEMBRE 2000

**9-19 novembre.** Le Festival du Cinéma européen a eu lieu du 9 au 19 novembre pour la septième année consécutive. Organisé en étroite collaboration avec les Ambassades et les Instituts culturels des Etats Membres de l'Union Européenne, le Festival visait à montrer les dernières productions européennes et euro-méditerranéennes et à améliorer la compréhension mutuelle par la promotion des échanges culturels entre l'Europe et le Liban. La 7<sup>ème</sup> édition du Festival a donné une importance particulière à l'instrument de la co-production. En plus des films européens nationaux, un grand nombre de co-productions européennes et euro-méditerranéennes a été montré pour la première fois. Dans ce cadre, 31 productions européennes et euro-méditerranéennes récentes, 9 courts métrages de jeunes étudiants libanais et, pour la première fois, 7 courts métrages de jeunes metteurs en scène libanais ont été montrés.

**9-19 novembre.** Dans le cadre du Festival du Cinéma européen, une importante rencontre internationale a été organisée sur le thème «Quel avenir pour les co-productions euro-méditerranéennes». La réunion, à laquelle ont participé des producteurs, des metteurs en scène et des distributeurs d'Europe et du Moyen-Orient ainsi que des représentants de fonds de soutien européens, visait à étudier les possibilités de conclure des accords de co-production et à identifier des instruments plus efficaces pour soutenir les co-productions. Le nouveau mécanisme de l'UE de soutien aux pré-productions, MEDEA, a été présenté au cours de cette rencontre.

**16-19 novembre.** M. Bernard Philippe et M. Michael Ryan de la Direction générale des Relations extérieures à la Commission Européenne ont discuté à Beyrouth des questions relatives à l'assistance au Liban-Sud.

**23-25 novembre.** Visite de membres de la Délégation pour les Relations avec les Pays du Machrek et du Golfe au Parlement Européen dans le cadre d'un tour au Moyen-Orient. La délégation comprenait M. Michel Dary, Mme Alima Boumediene-Thierry, M. Philip Bushill-Matthews, Mme Ilda Figueiredo, M. Sami Nair, M. John Purvis et M. Janni Sakellariou. Le but de la visite était de s'informer sur la situation au Liban et de promouvoir la coopération entre l'Union Européenne et le Liban, particulièrement la coopération intra-parlementaire. Au cours de leur visite, les parlementaires européens ont rencontré le Président de la République, d'autres responsables libanais et des représentants de la société civile.

**30 novembre.** Inauguration du «Centre pour jeunes» à Sin el Fil, financé par un don de €145.000 de l'UE. Le projet consiste à créer un centre communautaire d'accueil à Sin el

Fil, qui offre aux jeunes la possibilité de discuter de leurs problèmes sur le plan individuel et communautaire avec une équipe de travail spécialisée. La création du «Centre pour Jeunes» vise à disséminer l'indispensable prévention des problèmes sociaux et de santé parmi les jeunes à risque exposés à la toxicomanie et à d'autres problèmes.

## DECEMBRE 2000

**1 décembre.** Visite de l'Envoyé Spécial de l'UE pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, M. Miguel Angel Moratinos.

**1 décembre.** Visite inaugurale de la ferme pilote de Kfarfakoud au Chouf « Projet de soutien à la reprise économique des déplacés dans les secteurs agricole et agro-industriel dans la région du Mont-Liban sud (Chouf, Baabda et Aley) ». Le projet, qui est financé par un don de l'UE de €6.325.880, vise à renforcer la politique du Gouvernement Libanais dans ses efforts pour appuyer le retour des déplacés dans leurs villages d'origine et leur réintégration avec la population résidente notamment par l'amélioration de la situation économique et la reprise des activités économiques (réhabilitation des infrastructures détruites, création d'emplois, création de petites et moyennes entreprises, etc...) dans les secteurs agricole et agro-industriel de la région du Mont-Liban sud, zone particulièrement touchée par le phénomène de déplacement.

**3-9 décembre.** La Délégation de la Commission Européenne a organisé une visite d'information aux institutions de l'Union Européenne à Bruxelles pour trois représentants du secteur privé libanais (M. Fadi Gemayel, M. Atef Idriss, M. Nazareth Sabounjian). Dans ce cadre, une série de conférences, de visites et de réunions individuelles ont eu lieu, permettant une meilleure connaissance de l'UE, de ses institutions et de sa politique méditerranéenne en particulier dans le secteur économique.

**11-19 décembre.** M. Angelo Baglio de la Commission Européenne a visité le Liban afin de participer à la formulation des termes de référence de l'Unité de Gestion du Programme du «Fonds de Développement Economique et Social».

**19 décembre.** La Commission Européenne a co-financé par un don de € 30.000 la production de «Miniatures» de l'écrivain syrien Saadallah Wannous. Mme Nidal el Achkar, qui a collaboré avec des artistes et des acteurs euro-méditerranéens, a mis en scène la pièce. Cette expérience visait à réaliser un travail enrichissant en partageant les expressions culturelles des deux rives de la Méditerranée. La première a eu lieu le 19 décembre.

**27 décembre.** Approbation de 5 projets pour la réhabilitation du Liban-Sud et des camps des réfugiés palestiniens pour un don de plus de €9.1 millions. Les projets faciliteront la réintégration des familles dans l'ex-zone occupée à travers un schéma de micro-crédits, réhabiliteront les habitats et les services de base, fourniront une formation technique et agricole et des kits professionnels, créeront des centres agricoles et amélioreront les conditions sociales et économiques des Palestiniens vivant dans les camps. Un réseau d'ONG pour l'orientation sera créé pour l'appui à la réintégration des ex-prisonniers.